

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
Services de l'État en Vaucluse
84905 AVIGNON cedex 09

AVIGNON, le 03 Octobre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/09/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SERRE FRERES ET CIE

Quartier Saint Jacques
84560 MENERBES

Références :D-00510-2022
Code AIOT : 0006402060

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/09/2022 dans l'établissement SERRE FRERES ET CIE implanté Les Garrigues de Saint Pantaléon 84220 GORDES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SERRE FRERES ET CIE
- Les Garrigues de Saint Pantaléon 84220 GORDES
- Code AIOT : 0006402060
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société SERRE Frères et Cie, dont le siège social est situé quartier Saint Jacques à Ménerbes (84 560), est autorisée à exploiter une carrière implantée au lieu-dit " les Garrigues de Saint Pantaléon " sur la commune de Gordes (84 220). Cette carrière est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral du 26 mars 2020, pour une durée de 22 ans.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- recollement de certaines dispositions de l'arrêté d'autorisation du 26 mars 2020 à la suite de la mise en service de l'installation ;

- action nationale relative aux déchets d'extraction de carrières.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Réserves de produits ou matières consommables	Arrêté Préfectoral du 26/03/2020, article 2.1.3	/	Sans objet
6	Voies de circulation	Arrêté Préfectoral du 26/03/2020, article 4.1.4	/	Sans objet
8	Rétentions et confinement	Arrêté Préfectoral du 26/03/2020, article 8.3.2	/	Sans objet
10	Accessibilité et voies d'accès	Arrêté Préfectoral du 26/03/2020, article 8.5.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Information des tiers	Arrêté Préfectoral du 26/03/2020, article 2.2.1	/	Sans objet
3	Clôtures et barrières	Arrêté Préfectoral du 26/03/2020, article 2.2.2	/	Sans objet
4	Bornage	Arrêté Préfectoral du 26/03/2020, article 2.2.3	/	Sans objet
5	Mise en service de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 26/03/2020, article 2.2.4	/	Sans objet
7	Origine des approvisionnements en eau	Arrêté Préfectoral du 26/03/2020, article 5.1.1	/	Sans objet
9	Ravitaillement et entretien des engins	Arrêté Préfectoral du 26/03/2020, article 8.3.6	/	Sans objet
11	Moyens de lutte contre la propagation d'un incendie	Arrêté Préfectoral du 26/03/2020, article 8.5.5	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
12	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 24/03/2021, article 8.5.4	/	Sans objet
13	Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I	/	Sans objet
14	Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
15	Gestion des zones de stockage - aménagement et entretien	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
16	Gestion des zones de stockage - suivi qualité et quantité des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
17	Gestion et suivi des zones de stockage - réseau de surveillance	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
18	Gestion et suivi des zones de stockage - lixiviats	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
19	Gestion et suivi des zones de stockage - catégorie A	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
20	Plan de gestion des déchets - nature et quantité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
21	Plan de gestion des déchets - lieu d'implantation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
22	Plan de gestion des déchets - traitement des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
23	Plan de gestion des déchets – mesures de prévention	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
24	Plan de gestion des déchets – surveillance	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
25	Plan de gestion des déchets – remise en état	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
26	Plan de gestion des déchets – Impact sur les terrains de stockage	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
27	Plan de gestion des déchets – Risques accidentels	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspecteur de l'environnement a constaté 4 non-conformités au cours de cette visite. Ces constats conduisent l'inspection à demander à l'exploitant d'engager des actions correctives. Le non-respect des prescriptions faisant l'objet de demandes d'actions correctives peut conduire l'inspection à proposer à madame la Préfète de Vaucluse d'engager les suites administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réserves de produits ou matières consommables

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/2020, article 2.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Réserves de produits ou matières consommables
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que produits absorbants, des kits anti-pollution....</p> <p>Constats : l'exploitant n'a pas mis en place les mesures permettant de circonscrire et traiter un éventuel déversement accidentel, tel que prévu dans son étude d'impact (équipement des engins de kit anti-pollution, rédaction d'un protocole d'intervention).</p> <p>Observations : l'exploitant doit, sous 1 mois à compter de la réception du présent rapport, équiper les engins de kit anti-pollution et établir un protocole d'intervention en cas de déversement accidentel de produit polluant (carburants, huiles de circuits hydrauliques,...).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Information des tiers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/2020, article 2.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Information des tiers
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.</p> <p>Constats : L'exploitant a mis en place le panneau à l'entrée du site, présentant les informations requises.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Clôtures et barrières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/2020, article 2.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Clôtures et barrières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une clôture solide et efficace entretenue pendant toute la durée de l'autorisation doit être installée sur le pourtour de la zone d'extraction et de toute zone présentant un danger vis-à-vis des tiers, et, en particulier, pour interdire l'accès à partir de la route desservant le site.</p> <p>Le danger est signalé par des pancartes placées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des " zones de stockage des déchets d'extraction inertes " résultant du fonctionnement des carrières, - À proximité des zones clôturées. <p>Les zones naturelles considérées comme inaccessibles (barres rocheuses...) ne sont pas concernées par cette prescription.</p> <p>L'entrée de la carrière est matérialisée par un portail interdisant l'accès en dehors des heures d'exploitation. L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique et conformément au dossier de demande. Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.</p>

Constats : L'accès au site est limité par :

- un portail à l'entrée ;
- une clôture 3 fils et des blocs de pierre ;
- une barre rocheuse à l'Est.

Par ailleurs, des pancartes signalant le danger ont été positionnées par l'exploitant aux abords de la carrière.

La présence de ces dispositifs a été contrôlée par sondage ; ce contrôle n'a pas révélée de non-conformité.



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/2020, article 2.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Bornage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer : <ul style="list-style-type: none">- Des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation,- Le cas échéant, des bornes de nivellement. Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
Constats : L'exploitant a présenté le plan de bornage du 6 septembre 2021. La présence des bornes délimitant le périmètre d'extraction a été contrôlée par sondage et n'a pas révélé de non-conformité (bornes n°2, 3, 8 et 9). 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Mise en service de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/2020, article 2.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en service de l'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit, avant le début de l'exploitation, mettre en place les aménagements préliminaires définis au présent chapitre. Dès que ces aménagements ont été réalisés, l'exploitant notifie au préfet et au maire des communes concernées la mise en service de l'installation. Il adresse, dans le même temps ou au préalable, au préfet le document établissant la constitution des garanties financières dont le montant et les modalités d'actualisation sont fixés dans l'annexe 2 du présent arrêté. Annexe 2 de l'arrêté Préfectoral du 26/03/2020, : Montant des garanties financières Le montant de référence des garanties financières est établi conformément aux dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation sur les installations classées. A chaque

période correspond un montant de référence de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période (ce montant inclus la TVA).

Phase	Périodes	TOTAL en € TTC
1	2019 - 2024	38 765

Constats :

Par courrier du 19 juillet 2022, l'exploitant a notifié à monsieur le Préfet la mise en service de l'installation à compter du 5 septembre 2022. Par ailleurs, par ce courrier, l'exploitant a transmis un acte de cautionnement du 7 décembre 2020 d'un montant de 38 765€, valable jusqu'au 26 mars 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Voies de circulation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/2020, article 4.1.4

Thème(s) : Risques chroniques, Voies de circulation

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation : pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- Les surfaces où cela est possible sont engazonnées ou autre traitement,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.
- Les zones de roulage non revêtues d'un enrobé bitumineux (voies de circulation, carreau de la carrière) sont humidifiées autant que nécessaire au moyen d'un système d'arrosage fixe ou d'une arroseuse mobile, notamment lors d'épisodes venteux.
- L'exploitant doit réaliser les travaux d'entretien nécessaires au maintien en état de ces pistes.
- La vitesse des engins est limitée à 20 km/h. Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

Constats : L'exploitant a pris les dispositions suivantes, afin de limiter les émissions de poussières liées aux voies de circulation :

- mise en place de copeaux de bois sur les pistes non revêtues ;
- installations de 10 asperseurs le long des pistes principales ;
- limitation de la vitesse à 20 km/h.




Toutefois, l'inspection relève qu'un tronçon de piste, au nord de la zone en cours d'extraction en allant vers la zone de traitement des blocs au BRH, n'a pas fait l'objet des mêmes mesures particulières (asperseurs, copeaux) et présente d'importants dépôts de poussières.

Observations : L'exploitant doit, sous 1 mois à compter de la réception du présent rapport, mettre en place les mesures adaptées pour limiter les émissions de poussières sur le tronçon de piste, situé au nord de la zone en cours d'extraction en allant vers la zone de traitement des blocs au BRH.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Origine des approvisionnements en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/2020, article 5.1.1				
Thème(s) : Risques chroniques, Origine des approvisionnements en eau				
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet				
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans soit au niveau du bassin de rétention des eaux pluviales de la carrière, soit dans le bassin de rétention des eaux de lavages de la taillerie.				
Origine de la ressource	Coordonnées du point de prélèvement	Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE)	Prélèvement maximal	
			Annuel (m³/an)	Journalier m³/j)
Bassin rétention des eaux pluviales 392 m³	X = 831133,68 m y = 1879888,74	Pas de code	2100	10
Constats : L'exploitant a complété son dispositif d'alimentation en eau du site via la mise en place d'une cuve 10 m³, afin de disposer en permanence du volume d'eau nécessaire pour alimenter les asperseurs (cuve autonome, non reliée au réseau AEP). Par ailleurs, il précise que des démarches sont en cours afin de relier le site au réseau du canal d'irrigation, afin de répondre aux besoins en eau industrielle de la carrière et de la taillerie.				
				
Observations : L'inspection prend note des démarches engagées afin de relier le site au canal d'irrigation. Cette modification des conditions d'alimentation en eau de la carrière devra être portée à la connaissance de madame la Préfète, sous 3 mois à compter de la réception du présent rapport, avec tous les éléments d'appréciation (notamment volumes annuel et journalier maximaux), conformément aux dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.				
Type de suites proposées : Sans suite				
Proposition de suites : Sans objet				

N° 8 : Rétentions et confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/2020, article 8.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions et confinement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts, - Dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, - Dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 1000 L. [...]
<p>Constats : Le site de la carrière ne comporte pas de stockage pérenne de liquides susceptibles d'engendrer une pollution des sols. Toutefois, la présence d'un bidon d'huile en acier d'environ 25 litres, sans rétention, a été constatée à l'angle sud est de la zone d'extraction. L'exploitant a indiqué que ce contenant allait être déplacé dans les plus brefs délais.</p>
<p>Observations : L'exploitant doit, dans les plus brefs délais, déplacer le bidon d'huile présent près de la zone d'extraction vers un emplacement adapté, équipé de rétention, en dehors du périmètre de la carrière ou l'éliminer dans une filière autorisée.</p> <p>Il doit également veiller à l'absence de stockage de produit susceptible de polluer les sols sur le site de la carrière, conformément aux mesures décrites dans son étude d'impact en vue de limiter le risque de pollution des sols (page 197).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Ravitaillement et entretien des engins

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/2020, article 8.3.6
Thème(s) : Risques chroniques, Ravitaillement et entretien des engins
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.
Constats : Le ravitaillement des engins n'est pas réalisé sur le site de la carrière, mais sur une zone étanche sur le site de la taillerie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Accessibilité et voies d'accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/2020, article 8.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité et voies d'accès
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence de deux accès au moins sous le vent pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Les portails d'accès doivent comporter un dispositif facilement manœuvrable par les sapeurs-pompiers conforme au guide technique relatif aux voies de desserts à usage des sapeurs-pompiers. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. Les voies permettant l'accès à l'installation doivent permettre de : + Garantir le cheminement sur le site par une voie engins conforme aux dispositions suivantes (article R. 4216-2 du code du travail) : s Largeur : 3 m minimum, bandes de stationnement exclues, ° Surcharge de 160 KN, e Rayon intérieur minimum de 11 m, avec une surlargeur $S = 15/R$ (si $R < 50$ m), ° Hauteur libre de 3,50 m au minimum, Pentes 15 % (article R. 111-4 du code de l'urbanisme). + Desservir à partir d'une voie engins le pourtour des installations par une voie échelle conforme aux dispositions suivantes (article R. 4216-2 du code du travail): ° Largeur : 4 m minimum, bandes de stationnement exclues, ° Longueur de 10 m au minimum, + Résistance au poinçonnement de 100 KN pour 20 cm de diamètre, ° Pentes 10 %.
Constats : Le site ne dispose pas d'un second accès au nord du site, permettant au SDIS d'intervenir quelle que soit la direction du vent.
Observations : L'exploitant doit, sous 2 mois à compter de la réception du présent rapport, réaliser un second accès au nord du site de la carrière, permettant au SDIS d'intervenir quelle que soit la direction du vent.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Moyens de lutte contre la propagation d'un incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/2020, article 8.5.5
Thème(s) : Risques chroniques, Moyens de lutte contre la propagation d'un incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un mur de blocs sur l'ensemble du périmètre d'exploitation est implanté pour faire écran à la propagation d'un incendie de la carrière vers le massif forestier.
Constats : L'inspection a constaté que l'ensemble du périmètre en cours d'extraction est ceinturé par des blocs de pierres ou des merlons. Par ailleurs, des blocs ont également été disposés en limite de site, à l'Est et à l'Ouest du périmètre autorisé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/03/2021, article 8.5.4
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum des moyens définis ci-après : [...] <ul style="list-style-type: none"> • d'un point d'eau d'incendie (PEI) offrant une réserve de 120 m³ au minimum à une distance de moins de 100 m de l'entrée du site de la carrière (distance mesurée en parcours réel) et dont l'emplacement devra avoir recueilli l'avis du SDIS 84. Cette réserve d'eau sera maintenue à niveau constant, accessible et équipée d'une aire d'aspiration, conforme au règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (RDDECI), qui demeurera dégagée ; • les véhicules doivent être équipés d'extincteurs. L'exploitant informera le bureau prévision de la compagnie d'Apt du SDIS 84 lors des travaux de mise en place du point d'eau d'incendie (PEI). Il signalera également au service public communal de la défense extérieure contre l'incendie (DECI), l'achèvement des travaux d'implantation du PEI, afin de réaliser la visite de réception obligatoire, en présence du SDIS 84, et d'enregistrer le nouveau point dans la base de données départementale de la DECI. Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel
Constats : L'inspection a constaté la présence : <ul style="list-style-type: none"> - d'extincteurs dans les engins (PV de contrôle annuel du 15/10/2021) ; - d'un point d'eau incendie (PEI) de 120 m³ de type bâche souple. Concernant le PEI, l'exploitant indique qu'il a fait l'objet d'une réception par la commune et le SDIS le 16 juin 2022 et a transmis le PV de réception associé.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I
Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets inertes et TNP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes issus de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement.</p> <p>On entend par zone de stockage :</p> <ul style="list-style-type: none"> - lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins. <p>Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté.</p> <p>On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol).</p> <p>Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du présent arrêté.</p>
<p>Constats : Le plan de gestion des déchets d'extraction (PGD) en vigueur (janvier 2019) mentionne que les déchets produits par l'exploitation de la carrière sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des stériles et terres issus du décapage des premiers mètres du profil d'extraction ; - les matériaux issus de la fragmentation des blocs trop petits pour être valorisés comme pierres à bâtir. <p>Le PGD précise également les codes déchets associés, tels que précisés dans l'annexe de la circulaire du 22 août 2011 relative à la définition des déchets inertes pour l'industrie des carrières au sens de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières :</p> <ul style="list-style-type: none"> - code déchets 01 04 08 « déchets de graviers et débris de pierres autres que ceux visés à la rubrique 01 04 07 » pour les déchets d'extractions non valorisables ; - code déchets 01 01 02 « déchets provenant de l'extraction des minéraux non métallifères » pour les matériaux issus du décapage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets de catégorie A
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cas de risques de perte d'intégrité des zones de stockage des déchets d'extraction inertes tels qu'évalués selon les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives, l'exploitant devra respecter les prescriptions prévues aux articles 7 à 9 de l'arrêté susmentionné.
Constats : Le site ne comporte pas d'installation de gestion de déchets (IGD) au sens de la directive n° 2006/21/CE du 15/03/06 et soumise aux dispositions de l'article 11.5.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Gestion des zones de stockage – aménagement et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution.
Constats : Le site ne comporte pas d'installation de gestion de déchets (IGD) au sens de la directive n° 2006/21/CE du 15/03/06 et soumise aux dispositions de l'article 11.5.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Gestion des zones de stockage – suivi qualité et quantité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés.
Constats : le site ne comporte pas d'installation de gestion de déchets (IGD) au sens de la directive n° 2006/21/CE du 15/03/06 et soumise aux dispositions de l'article 11.5.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Gestion et suivi des zones de stockage – réseau de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'arrêté d'autorisation prévoit, le cas échéant, la mise en place d'un réseau de surveillance de la qualité des sols, des eaux et la fréquence des mesures à réaliser.
Constats : le site ne comporte pas d'installation de gestion de déchets (IGD) au sens de la directive n° 2006/21/CE du 15/03/06 et soumise aux dispositions de l'article 11.5.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Gestion et suivi des zones de stockage -lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Si l'étude d'impact en montre la nécessité, l'arrêté d'autorisation peut prévoir que l'exploitant procède : - au maintien de l'indépendance hydraulique des réseaux de récupération des eaux d'infiltration des zones de stockage et à une gestion séparative des effluents ; - à la récupération et au traitement des lixiviats ; - à des analyses des eaux de ruissellement et des lixiviats, en fixant des paramètres et les substances à analyser ainsi que la fréquence des analyses.
Constats : le site ne comporte pas d'installation de gestion de déchets (IGD) au sens de la directive n° 2006/21/CE du 15/03/06 et soumise aux dispositions de l'article 11.5.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 19 : Gestion et suivi des zones de stockage -catégorie A

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cas de risques de perte d'intégrité des zones de stockage des déchets d'extraction inertes tels qu'évalués selon les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives, l'exploitant devra respecter les prescriptions prévues aux articles 7 à 9 de l'arrêté susmentionné.
Constats : le site ne comporte pas d'installation de gestion de déchets (IGD) au sens de la directive n° 2006/21/CE du 15/03/06 et soumise aux dispositions de l'article 11.5.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 20 : Plan de gestion des déchets – nature et quantité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
Constats : Le PGD précise que 24 300 m ³ de déchets d'extraction seront produits au cours de l'autorisation. Ces déchets seront : <ul style="list-style-type: none">- des stériles et terres issus du décapage des premiers mètres du profil d'extraction (code déchets 01 01 02) ;- les matériaux issus de la fragmentation des blocs trop petits pour être valorisés comme pierres à bâtir (code déchets 01 04 08) .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 21 : Plan de gestion des déchets – lieu d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">-le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;
Constats : Le PGD précise les lieux de stockage temporaires des déchets d'extraction, avant leur utilisation pour la remise en état du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 22 : Plan de gestion des déchets – traitement des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">-la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;-la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
Constats : Le PGD précise les opérations d'exploitation à l'origine des déchets d'extraction (décapage, extraction et traitement des blocs), ainsi que leur modalité de valorisation (entièrement utilisés pour remise en état du site).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 23 : Plan de gestion des déchets – mesures de prévention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
Constats : Le PGD analyse les effets potentiels sur l'environnement et la santé humain des stockages de déchets d'extractions. Les impacts potentiels sont liés essentiellement à l'émission de poussières et sont jugés non significatifs au regard des mesures de prévention mises en œuvre : - arrosage des zones d'exploitation, y compris les pistes d'accès et des stocks de matériaux. - réaménagement et revégétalisation coordonnés à l'avancement de l'exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 24 : Plan de gestion des déchets – surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
Constats : Le PGD précise les contrôles qui seront effectués (notamment contrôle visuel des stockages, suivi de la reprise de la végétation).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 25 : Plan de gestion des déchets – remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
Constats : Le PGD précise les conditions de remise en état de la zone de stockage de déchets (après mis en dépôt définitif, les zones de dépôts feront l'objet d'un modelage et seront végétalisées à l'aide d'essences locales).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 26 : Plan de gestion des déchets – Impact sur les terrains de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;
Constats : Sans objet
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 27 : Plan de gestion des déchets – Risques accidentels

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction
Constats : Sans objet
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet